

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

- a) 8,5 educatief personeel met een barema van opvoeder klasse 1 of klasse 2A ;
- b) 2 psycho-sociaal personeel, waaronder ten minste 0,5 psycho-sociaal personeel met een barema van bachelor ;
- c) 0,5 administratief personeel;
- d) 1,5 technisch personeel;
- e) 1 directeur barema B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 4. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel;
F. BERTIEAUX.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001088]

**11 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant
diverses modalités relatives aux aides aux séries télévisuelles et au fonctionnement de la Commission Séries**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, les 6.2.1-1 et suivants ;

Vu la demande d’avis au Conseil d’État dans un délai de 30 jours, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d’avis a été inscrite le 13 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d’État sous le numéro 75.089/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 14 décembre 2023 de ne pas donner d’avis dans le délai demandé, en application de l’article 84, § 5, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l’avis de la chambre de concertation du cinéma, donné le 13 septembre 2023 ;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2023 ;

Sur proposition de la Ministre des Médias,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, il faut entendre par :

- Commission : la Commission Séries ;
- décret : le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;
- producteur : producteur indépendant qui répond à la définition de l’article 1.3-1, 36°, du décret et qui est constitué sous la forme d’une société énumérée à l’article 1 :5, § 2, du Code des Sociétés et des Associations ;
- Secrétariat : le Centre du Cinéma et de l’Audiovisuel du Ministère de la Communauté française ;
- Série : œuvre audiovisuelle de plusieurs épisodes, quelle qu’en soit la durée, dont la destination est en priorité la diffusion par un éditeur de services télévisuel

CHAPITRE II — Modalités d’introduction et d’octroi des demandes d’aides

Art. 2. § 1^{er}. Les demandes d’aides pour des projets de séries sont déposées auprès du secrétariat selon un calendrier de dépôt établi par celui-ci, de manière claire, transparente et prévisible, de manière à garantir une préparation optimale des demandes d’aides.

§ 2. Au moins un dépôt est possible par année budgétaire.

§ 3. Le règlement des conditions de dépôt est fixé par le secrétariat et détermine, au minimum :

- 1° les critères de recevabilité, notamment ceux visés à l’article 6.2.1.-2 du décret ;
- 2° les modalités et délais de dépôt des demandes d’aides ;
- 3° les modalités de fonctionnement de l’agrément administratif ;
- 4° les conditions dans lesquelles un projet ayant reçu un avis négatif de la Commission peut être redéposé, à savoir maximum 1 nouveau dépôt pour un même projet et un même type d’aide ;
- 5° les conditions de liquidation et de justification des aides ;

6° les modalités de traitement des dossiers déposés.

Art. 3. Le Secrétariat analyse la recevabilité des projets et transmet, dans les plus brefs délais et par voie électronique, les dossiers recevables aux membres de la session de travail de la Commission chargés de les analyser.

Art. 4. La Commission émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide et sur son montant en s'appuyant sur les critères d'évaluation déterminés par l'article 6.2.1-4, § 2, du décret. L'avis sur le montant de l'aide tient compte de la durée et du nombre d'épisodes de la série.

CHAPITRE III — *Montant et nature des aides.*

Art. 5. § 1^{er}. Le montant maximum des aides à l'écriture de séries de fiction et d'animation s'élève, pour la totalité des épisodes d'une série, à 25.000 €.

Le montant maximum des aides au développement de séries de fiction et d'animation s'élève, pour la totalité des épisodes d'une série, à 150.000 €.

Le montant maximum des aides à la production de séries de fiction et d'animation s'élève, pour la totalité des épisodes d'une série, à 600.000 €.

§ 2. Le montant de l'aide à l'écriture est déduit du montant de l'aide au développement attribué pour la même série.

§ 3. Le montant de l'aide à l'écriture octroyée au producteur doit obligatoirement être destiné à couvrir les rémunérations des auteurs littéraires et graphiques, à hauteur de minimum (hors coût de la maquette) :

- 85 % pour les séries de fiction;
- 80 % pour les séries d'animation.

Le montant de l'aide au développement octroyée au producteur doit obligatoirement être destiné à couvrir les rémunérations des auteurs littéraires et graphiques à hauteur de minimum (hors coût de la maquette):

- 67 % pour les séries de fiction;
- 45 % pour les séries d'animation.

Art. 6. § 1^{er}. Les aides à l'écriture et au développement sont des subventions.

Par dérogation à l'alinéa premier, si une aide à la production est octroyée à une série après avoir obtenu une aide à l'écriture et/ou au développement, la totalité des aides octroyées sera considérée comme une avance sur recettes conformément au paragraphe 2.

§ 2. Les aides à la production sont des avances sur recettes remboursables au premier rang et au premier euro sur les recettes nettes provenant de toute exploitation de la série concédée à des tiers sur l'ensemble des territoires du monde entier.

La communication et le paiement des recettes sont exigés durant quatre années à compter de la première exploitation commerciale.

§ 3. Le producteur communiquera, le 15 mars de chaque année, au secrétariat, un relevé mentionnant séparément et en détail :

- 1° les montants qui lui reviennent ;
- 2° les sommes réellement perçues ;
- 3° les dépenses qui lui incombent ;
- 4° les montants des factures contestées ;
- 5° les copies des contrats de vente et de distribution ;
- 6° le paiement effectif des participations et des rémunérations différées des techniciens, vedettes et interprètes.

À défaut de communiquer cette information et après mise en demeure par voie électronique avec accusé de réception restée sans effet dans les 15 jours ouvrables, le producteur ne pourra plus déposer de nouveau dossier à la Commission Séries et ce, jusqu'à ce qu'il se soit mis en ordre.

§ 4. Les montants remboursés doivent être versés sur le compte du Centre du cinéma et de l'Audiovisuel par le producteur au rythme de ses rentrées au plus tard le 15 avril de chaque année et après communication des renseignements prévus dans le paragraphe 3.

Le producteur s'engage à ne pas modifier les droits aux recettes consentis à la Communauté française entre le moment de l'agrément administratif et celui de la remise des décomptes d'exploitation.

En cas de diminution ou d'augmentation substantielle du coût définitif de l'œuvre audiovisuelle, c'est-à-dire une variation supérieure ou égale à 10 % entre le devis global agréé et le coût définitif, la part de la Communauté française sera adaptée à la hausse ou à la baisse, conformément aux modalités prévues dans le présent article.

§ 5. Le montant total des recettes générées conformément au paragraphe 2 est affecté de la manière suivante :

- 50% au budget de la commission séries ;
- 50% réservés au profit du producteur de la série ayant généré des recettes pour réinvestissement dans une série ultérieure ayant obtenu une aide de la Commission.

§ 6. Le montant visé au § 5, deuxième tiret est versé moyennant le respect des conditions suivantes :

1° la demande doit être introduite au plus tard 5 ans après la clôture du premier exercice de décompte d'exploitation ;

2° la demande doit être introduite au plus tard le 30 juin de l'année au cours de laquelle le producteur souhaite percevoir le paiement de ses recettes ;

3° une seule demande de paiement des recettes peut être effectuée au moment déterminé par le producteur dans le respect des délais visés aux deux tirets précédents;

4° si aucune demande n'est introduite par le producteur endéans les 5 ans après la clôture du premier exercice de décompte d'exploitation, la part de recettes réservées au profit du producteur est réaffectée au budget de la commission séries.

CHAPITRE IV — *Modalités de liquidation, dépenses éligibles et justificatifs des aides.*

Art. 7. L'aide est octroyée au producteur qui en fait la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'aide peut, après avis de la Commission et moyennant l'accord préalable du ou de la Ministre ayant les médias dans ses attributions et des éditeurs de services audiovisuels engagés dans la série, céder la totalité ou une partie du montant de l'aide octroyée à un autre producteur qui répond aux conditions requises pour pouvoir déposer une demande d'aide, afin de poursuivre l'écriture, le développement ou la production de la série.

Art. 8. Le montant des aides est liquidé de la manière suivante :

1° en deux tranches pour les aides à l'écriture :

- une première tranche de 80 % après la notification de l'arrêté de subvention;

- une deuxième tranche de 20 % sur présentation et approbation par le secrétariat des pièces justificatives visées à l'article 10, § 1^{er} ;

2° en deux tranches pour les aides au développement :

- une première tranche de 80 % après la notification de l'arrêté de subvention;

- une deuxième tranche de 20 % sur présentation et approbation par le secrétariat des pièces justificatives visées à l'article 10, § 1^{er} ;

3° en deux tranches pour les aides à la production :

- une première tranche de 80 % après la notification de la décision d'agrément définitif visée au chapitre V ;

- une deuxième tranche de 20 % sur présentation et approbation par le secrétariat des pièces justificatives visées à l'article 10, § 1^{er}.

Art. 9. Seules les dépenses suivantes sont éligibles :

1° pour les aides à l'écriture :

- les rémunérations versées aux auteurs littéraires et graphiques;

- les dépenses d'acquisition de droits littéraires et artistiques, le cas échéant, les achats de droits d'images d'archives;

- les dépenses d'expertise, de documentation et de recherche d'archives;

- un maximum de 10 % du montant de l'aide octroyée cumulativement pour les frais généraux et la part producteur.

2° pour les aides au développement :

- les rémunérations versées aux auteurs littéraires et graphiques ;

- les dépenses d'acquisition de droits littéraires et artistiques, le cas échéant, les achats de droits d'images d'archives ;

- les dépenses liées aux tests d'animation ;

- les dépenses de conception et de fabrication d'une maquette, d'un teaser et de supports destinés à présenter les premiers éléments visuels et sonores de l'œuvre ;

- les dépenses liées à la recherche et à la pré-sélection d'artistes-interprètes ;

- les dépenses d'expertise, de documentation et de recherche d'archives

- les dépenses de repérage ;

- les dépenses liées à la recherche de partenaires financiers ;

- un maximum de 10 % du montant de l'aide octroyée pour la part producteur ;

- un maximum de 7 % du montant de l'aide octroyée pour les frais généraux.

Art. 10. § 1^{er}. Les pièces justificatives comprennent :

1° un analytique complet justifiant l'utilisation de l'aide octroyée.

2° en outre, pour les aides à l'écriture :

- le(s) contrat(s) d'auteurs ;

- bible de la série ;

- la continuité dialoguée du pilote ;

- le traitement succinct de la série.

Complémentairement à l'alinéa 1^{er}, pour les aides à l'écriture octroyées à des séries d'animation :

- les recherches graphiques pour les personnages et décors principaux ;

- Mood Reel présentant l'univers de la série ;

3° en outre, pour les aides au développement :

- le(s) contrat(s) d'auteurs ;

- bible de la série ;

- les scénarii des deux premiers épisodes ;

- les séquenceurs du reste des épisodes ;

- la description des personnages principaux ;

- les premières pistes de casting et équipes techniques.

Complémentairement à l'alinéa 1^{er}, pour les aides au développement octroyées à des séries d'animation :

- les recherches graphiques pour les personnages et décors principaux ;

- storyboard et animatique partiels (pour un total de 52 minutes) ;
- un teaser de minimum 2 minutes ;
- 4° en outre, pour les aides à la production :
 - les comptes de production définitifs et le plan de financement dûment justifiés ;
 - une copie de la série sous forme de PAD PRORES ;
 - les génériques ;
 - l'engagement, sous forme de déclaration sur l'honneur, de l'éditeur de services associé à la série de libérer les droits de diffusion linéaire sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, 3 ans après la première diffusion de la série.

§ 2. Les pièces justificatives sont transmises au secrétariat dans un délai de :

- 1° 9 mois après la notification de l'arrêté de subvention pour les aides à l'écriture ;
- 2° 24 mois après la notification de l'arrêté de subvention pour les aides au développement ;
- 3° 24 mois après la notification de l'arrêté de subvention pour les aides à la production.

CHAPITRE V — Procédure d'agrément

Art. 11. Les aides à la production sont soumises à la procédure d'agrément prévue par l'arrêté du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création d'œuvres audiovisuelles.

CHAPITRE VI — Commission

Section 1 — Modalités de fonctionnement

Art. 12. La Commission se réunit en sessions de travail. Chaque session de travail comprend cinq membres.

Art. 13. Le président de la Commission est désigné par ses membres et siège à toutes les sessions de travail sauf cas de force majeure.

Art. 14. Le secrétariat assure le fonctionnement administratif de la Commission notamment en organisant les convocations et les réunions, en déterminant la composition des sessions de travail et en rédigeant les compte-rendu et projets d'avis.

Art. 15. La Commission donne un avis motivé au plus tard dans les trois mois de la réception du dossier complet transmis par le secrétariat. La moitié au moins de ces délais doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré.

Art. 16. § 1^{er}. La Commission établit, sur proposition du secrétariat, un règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation.

§ 2. Ce règlement d'ordre intérieur comprend, au minimum :

- 1° la méthodologie de travail de la Commission et des sessions de travail;
- 2° les règles de quorum de présence et de vote ;
- 3° les cas dans lesquels une audition du demandeur est obligatoire et les modalités de cette audition ;
- 4° les règles de déontologie et plus spécifiquement celles relatives aux conflits d'intérêt.

Section 2 — Indemnités

Art. 17. § 1^{er}. Les membres de la Commission reçoivent les indemnités suivantes :

1° une indemnité de 65 euros par demi-journée de participation effective à une réunion, indexée au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. L'indice de base est celui du mois de janvier 2024 et le nouvel indice est celui du mois de novembre précédant l'indexation ;

2° une indemnité de lecture d'un montant de :

- 50 € par analyse d'une demande à l'écriture ;
- 75 € par analyse d'une demande d'aide au développement ;
- 150 € par analyse d'une demande d'aide à la production ;

3° une indemnité pour les frais de parcours entre le domicile et le lieu de réunion allouée conformément à l'Arrêté Royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours (pour lesquels les membres sont assimilés à des agents de niveau 1) sans pouvoir dépasser les frais réellement engagés.

§ 2. Ces indemnités sont versées sur base de la liste des présences établies à la fin de chaque réunion.

Art 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 11 janvier 2024.

Art 19. Le Ministre qui a les médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001088]

11 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van diverse procedures inzake steun voor televisiereeksen en de werking van de Commissie Reeksen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videodelende diensten, 6.2.1-1 e.v;

Gelet op het verzoek om advies aan de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het verzoek om advies op 13 december 2023 is ingeschreven in het register van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 75.089/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 14 december 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de « Chambre de concertation du cinéma » van 13 september 2023;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 7 november 2023;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 9 november 2023;

Op de voordracht van de minister van Media,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities:

- Commissie: de « Commission Reeksen »;
- decreet: het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videodelende diensten;
- producent: een onafhankelijke producent die voldoet aan de definitie van artikel 1.3-1, 36°, van het decreet en die is opgericht in de vorm van een vennootschap vermeld in artikel 1:5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- Secretariaat: het “Centre du Cinéma et de l’Audiovisuel du Ministère de la Communauté française”;
- Reeks: audiovisueel werk dat bestaat uit meerdere afleveringen, ongeacht de lengte, en dat voornamelijk bedoeld is voor de uitzending door een televisiedienstenuitgever.

HOOFDSTUK II — *Procedures voor het indienen en toekennen van steunaanvragen*

Art. 2. § 1 Steunaanvragen voor reeksprojecten worden bij het secretariaat ingediend volgens een indieningsstijdschema dat het secretariaat op een duidelijke, transparante en voorspelbare manier opstelt om een optimale voorbereiding van de steunaanvragen te garanderen.

§ 2 Per begrotingsjaar is ten minste één indiening mogelijk.

§ 3 De regels betreffende de depotvoorwaarden worden vastgesteld door het secretariaat en bepalen minstens:

- 1° de ontvankelijkheidscriteria, inzonderheid deze bedoeld in artikel 6.2.1.-2 van het decreet;
- 2° de nadere regels en termijnen voor het indienen van steunaanvragen;
- 3° de nadere regels voor de administratieve erkenning;
- 4° de voorwaarden waaronder een project dat een negatief advies van de Commissie heeft gekregen, opnieuw mag worden ingediend, namelijk maximaal 1 nieuwe indiening voor hetzelfde project en hetzelfde soort steun;
- 5° de voorwaarden voor betaling en verantwoording van de steun;
- 6° de nadere regels voor de behandeling van de aanvragen.

Art. 3. Het secretariaat analyseert de ontvankelijkheid van de projecten en zendt de ontvankelijke dossiers zo spoedig mogelijk langs elektronische weg toe aan de leden van de werkgroep van de Commissie die met de analyse ervan zijn belast.

Art. 4. De Commissie brengt een met redenen omkleed advies uit over de gepastheid en het bedrag van de steun, op basis van de beoordelingscriteria bepaald in artikel 6.2.1-4, § 2, van het decreet. Het advies over het steunbedrag houdt rekening met de lengte en het aantal afleveringen van de reeks.

HOOFDSTUK III — *Steunbedrag en soort steun.*

Art. 5. § 1. Het maximale steunbedrag voor het schrijven van fictie- en animatiereeksen bedraagt €25.000 voor alle afleveringen van een reeks.

Het maximale bedrag aan ontwikkelingshulp voor fictie- en animatiereeksen is €150.000 voor alle afleveringen van een reeks.

Het maximale bedrag aan productiesteun voor fictie- en animatiereeksen is €600.000 voor alle afleveringen van een reeks.

§ 2 Het bedrag van de schrijfsubsidie wordt afgetrokken van het bedrag van de ontwikkelingsubsidie voor dezelfde reeks.

§ 3 Het bedrag van de schrijfstun dat aan de producent wordt toegekend, moet bedoeld zijn om de bezoldiging van de literaire en grafische auteurs te dekken, tot een minimumbedrag (exclusief de kosten van het model):

- 85% voor fictiereeksen;
- 80% voor animatiereeksen.

Het bedrag van de ontwikkelingssteun dat aan de producent wordt toegekend, moet ten minste de bezoldiging van de literaire en grafische auteurs dekken (exclusief de kosten van het model):

- 67% voor fictiereeksen;
- 45% voor animatiereeksen.

Art. 6. § 1. Schrijf- en ontwikkelingssubsidies zijn subsidies.

In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer productiesteun aan een reeks wordt toegekend nadat deze reeks schrijf- en/of ontwikkelingssteun heeft ontvangen, alle toegekende steun beschouwd als een voorschot op de ontvangsten overeenkomstig paragraaf 2.

§ 2 Productiesubsidies zijn voorschotten op ontvangsten die terugbetaalbaar zijn aan de eerste rang en aan de eerste euro op de netto-ontvangsten uit enige exploitatie van de reeks onder licentie aan derden in alle gebieden over de hele wereld.

De mededeling en betaling van ontvangsten zijn vereist gedurende vier jaar vanaf de datum van het eerste commerciële gebruik.

§ 3 Op 15 maart van elk jaar stuurt de producent het secretariaat een verklaring waarin afzonderlijk en gedetailleerd verslag wordt verleend over:

- 1° de haar verschuldigde bedragen;
- 2° de werkelijk ontvangen bedragen;
- 3° de uitgaven waarvoor zij verantwoordelijk is;
- 4° de bedragen van de betwiste facturen;
- 5° kopieën van verkoop- en distributiecontracten;
- 6° de feitelijke betaling van aandelen en uitgestelde vergoedingen aan technici, sterren en artiesten.

Als deze informatie niet wordt verstrekt en nadat een ingebrekestelling per e-mail met ontvangstbevestiging is verzonden en 15 werkdagen zonder gevolg is gebleven, kan de producent geen nieuw dossier meer indienen bij de Commissie Reeksen totdat hij orde op zaken heeft gesteld.

§ 4 De terugbetaalde bedragen moeten uiterlijk op 15 april van elk jaar en na mededeling van de in paragraaf 3 bedoelde informatie door de producent naar rata van zijn inkomsten worden overgemaakt op de rekening van het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel".

De producent verbindt zich ertoe de inkomstenrechten die aan de Franse Gemeenschap zijn toegekend niet te wijzigen tussen het moment van de administratieve goedkeuring en het moment van de indiening van de exploitatie-overzichten.

In geval van een aanzienlijke daling of stijging van de uiteindelijke kosten van het audiovisuele werk, dat wil zeggen een verschil van 10% of meer tussen de goedgekeurde algemene raming en de uiteindelijke kosten, wordt het aandeel van de Franse Gemeenschap naar boven of naar beneden bijgesteld volgens de procedures van dit artikel.

§ 5 Het totale bedrag van de overeenkomstig paragraaf 2 gegenereerde inkomsten wordt als volgt verdeeld :

- 50% naar het budget van de Commissie Reeksen;
- 50% gereserveerd voor de producent van de reeks die inkomsten heeft gegenereerd voor herinvestering in een volgende reeks die steun heeft ontvangen van de Commissie.

§ 6 Het in § 5, tweede streepje, bedoelde bedrag wordt betaald mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- 1° de aanvraag moet worden ingediend uiterlijk 5 jaar na het einde van het eerste boekjaar waarvoor de exploitatierekening is opgesteld;
- 2° de aanvraag moet worden ingediend uiterlijk op 30 juni van het jaar waarin de producent de betaling van zijn ontvangsten wenst te ontvangen;
- 3° een eenmalig verzoek om betaling van ontvangsten kan worden gedaan op een door de producent te bepalen tijdstip, met inachtneming van de in de twee voorgaande streepjes genoemde termijnen;
- 4° indien de producent geen aanvraag indient binnen 5 jaar na het einde van het eerste boekjaar waarin de exploitatierekening is opgesteld, wordt het voor de producent gereserveerde deel van de inkomsten toegewezen aan de begroting van de Commissie Reeksen.

HOOFDSTUK IV — *Betalingsprocedures, subsidiabele uitgaven en bewijsstukken.*

Art. 7. De steun wordt toegekend aan de producent die hierom verzoekt.

In afwijking van lid 1 kan de begunstigde van de steun, na advies van de Commissie en met voorafgaande toestemming van de minister die verantwoordelijk is voor de media en de bij de reeks betrokken uitgevers van audiovisuele diensten, het toegekende steunbedrag geheel of gedeeltelijk overdragen aan een andere producent die voldoet aan de voorwaarden om steun te kunnen aanvragen, teneinde het schrijven, ontwikkelen of produceren van de reeks voort te zetten.

Art. 8. Het steunbedrag wordt als volgt berekend:

1° in twee schijven voor het schrijven van subsidies:

- een eerste schijf van 80% na kennisgeving van het toekenningsbesluit;
- een tweede schijf van 20% na voorlegging en goedkeuring door het secretariaat van de bewijsstukken bedoeld in artikel 10, § 1;

2° in twee schijven voor ontwikkelingshulp:

- een eerste schijf van 80% na kennisgeving van het toekenningsbesluit;
- een tweede schijf van 20% na voorlegging en goedkeuring door het secretariaat van de bewijsstukken bedoeld in artikel 10, § 1;

3° in twee schijven voor productiesteun:

- een eerste schijf van 80% na kennisgeving van het in hoofdstuk V bedoelde definitieve goedkeuringsbesluit;
- een tweede schijf van 20% na voorlegging en goedkeuring door het secretariaat van de bewijsstukken bedoeld in artikel 10, § 1.

Art. 9. Alleen de volgende uitgaven zijn subsidiabel:

1° voor schrijfhulpmiddelen:

- vergoedingen betaald aan literaire en grafische auteurs;
- uitgaven voor de verwerving van literaire en artistieke rechten en, indien van toepassing, de aankoop van rechten op archiefbeelden;
- uitgaven voor expertise, documentatie en archiefonderzoek;
- maximaal 10% van het cumulatief toegekende steunbedrag voor algemene kosten en het aandeel van de producent.

2° voor ontwikkelingshulp:

- vergoedingen voor literaire en grafische auteurs;
- uitgaven voor de verwerving van literaire en artistieke rechten en, indien van toepassing, de aankoop van rechten op archiefbeelden;
- uitgaven voor animatietests;
- de kosten voor het ontwerpen en produceren van een model, een teaser en media bedoeld om de eerste visuele en geluidselementen van het werk te presenteren;
- uitgaven voor onderzoek en voorselectie van uitvoerende kunstenaars;
- uitgaven voor expertise, documentatie en archiefonderzoek
- kosten voor het lokaliseren;
- uitgaven in verband met het zoeken naar financiële partners;
- maximaal 10% van het steunbedrag dat voor het producentenaandeel wordt toegekend;
- maximaal 7% van het toegekende steunbedrag voor algemene kosten.

Art. 10. § 1. Ondersteunende documenten zijn onder andere:

1° een volledige analyse die het gebruik van de toegekende steun rechtvaardigt.

2° bovendien voor hulpmiddelen bij het schrijven:

- contract(en) van de auteur(s);
- bijbel van de reeks;
- de dialoogcontinuïteit van de pilot;
- de beknopte behandeling van de reeks.

In aanvulling op lid 1, voor schrijfsubsidies toegekend aan animatiereeksen:

- grafisch onderzoek voor de hoofdpersonages en decors;
- Mood Reel ter voorstelling van de wereld van de reeks;

3° bovendien voor ontwikkelingshulp:

- contract(en) van de auteur(s);
- bijbel van de reeks;
- de scripts voor de eerste twee afleveringen;
- de sequencers voor de rest van de afleveringen;
- beschrijving van de hoofdpersonen;
- de eerste casting- en technische teams.

In aanvulling op het bepaalde in lid 1 geldt voor ontwikkelingshulp voor animatiereeksen:

- grafisch onderzoek voor de hoofdpersonages en decors;
- storyboard en gedeeltelijke animatie (in totaal 52 minuten);
- een teaser van minimaal 2 minuten;

4° bovendien voor productiesteun:

- de definitieve productieafrekening en het financieringsplan, naar behoren gestaafd;
- een exemplaar van de reeks in de vorm van PAD PRORES ;
- generieken;
- een verbintenis, in de vorm van een verklaring onder ede, van de bij de reeks horende uitgever van de dienst om de lineaire uitzendrechten op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vrij te kopen, 3 jaar na de eerste uitzending van de reeks.

§ 2 Bewijsstukken moeten ingediend worden binnen:

- 1° 9 maanden na kennisgeving van de toekenningsopdracht voor het schrijven van subsidies;
- 2° 24 maanden na kennisgeving van de toekenningsopdracht voor ontwikkelingshulp;
- 3° 24 maanden na kennisgeving van de subsidieopdracht voor productiesteun.

HOOFDSTUK V — *Erkenningsprocedure*

Art. 11. De productiesubsidies zijn onderworpen aan de erkenningsprocedure bepaald in het besluit van 29 maart 2012 betreffende de subsidies voor de creatie van audiovisuele werken.

HOOFDSTUK VI — *Commissie*

Afdeling 1 — Werkingsprocedures

Art. 12. De Commissie komt bijeen in werkvergaderingen. Elke werkvergadering telt vijf leden.

Art. 13. De voorzitter van de Commissie wordt benoemd door haar leden en woont alle werkvergaderingen bij, behalve in geval van overmacht.

Art. 14. Het secretariaat is verantwoordelijk voor de administratieve werking van de Commissie, inzonderheid door het organiseren van de oproepingen, het bepalen van de samenstelling van de werkvergaderingen en het opstellen van de notulen en de adviezen.

Art. 15. De Commissie brengt haar met redenen omkleed advies uit uiterlijk drie maanden na ontvangst van het volledige door het secretariaat toegezonden dossier. Minstens de helft van deze termijnen moet buiten de schoolvakantieperiodes vallen. Indien de laatste dag van de termijn op een feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerste werkdag.

Art. 16. § 1. De Commissie stelt op voorstel van het secretariaat een huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering.

§ 2 Deze interne regels omvatten minimaal:

- 1° de werkmethode en werkvergaderingen van de Commissie;
- 2° regels inzake quorum, aanwezigheid en stemming;
- 3° de gevallen waarin het horen van de verzoeker verplicht is en de modaliteiten van deze hoorzitting;
- 4° de beroepsgedragsregels en inzonderheid deze met betrekking tot belangenconflicten.

Afdeling 2 — Schadeloosstellingen

Art. 17. § 1. De leden van de Commissie ontvangen de volgende vergoedingen:

1° een vergoeding van 65 euro per halve dag werkelijke aanwezigheid op een vergadering, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar volgens de evolutie van de gezondheidsindex. De basisindex is die van januari 2024 en de nieuwe index is die van november voorafgaand aan de indexering;

2° een leesvergoeding van:

- 50 per analyse van een schrijfaanvraag;
- 75 per analyse van een verzoek om ontwikkelingshulp;
- 150 per analyse van een aanvraag voor productieondersteuning;

3° een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten tussen de woonplaats en de vergaderplaats, toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot vaststelling van het algemeen reglement op de verplaatsingskosten (waarvoor de leden worden gelijkgesteld met personeelsleden van niveau 1), maar die de werkelijk gemaakte kosten niet mag overschrijden.

§ 2 Deze vergoedingen worden betaald op basis van de aanwezigheidslijst die aan het einde van elke vergadering wordt opgesteld.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 11 januari 2024.

Art. 19. De minister bevoegd voor de media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 januari 2024.

Voor de regering:

De minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD